



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme"

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°32 - 17 mai 2008

Sarkozy l'affirme : « le dialogue social est la clé du succès ».

Pour le retrait des « réformes » Sarkozy et la satisfaction des revendications,

il faut donc imposer aux directions syndicales d'en finir avec les actions disloquées et :

Rompre avec le gouvernement et engager le combat dans l'unité contre lui

- Le gouvernement Sarkozy-Fillon est le gouvernement de la matraque et de la casse du droit de grève. Les flics chargent les manifestants anti-Sarkozy comme à Vienne le 13 mai, confisquent tracts et matériels politiques et syndicaux. Le 15, au soir de la grève des travailleurs de la fonction publique, Sarkozy a annoncé un projet de loi visant à restreindre le droit de grève dans les écoles comme il l'a fait dans les transports. Il maintient les dizaines de milliers de suppressions de postes contre lequel les lycéens se sont dressés pour défendre leur droit à l'instruction, mouvement bradé par la FIDL et l'UNL.

- Le gouvernement organise la vie chère par l'inflation, les impôts indirects, les franchises médicales, la diminution de la « ppe », etc. alors que les mouvements pour les salaires sont « *les plus importants depuis longtemps* » selon B.Thibault (lequel les maintient dans l'isolement entreprise par entreprise à l'instar de la direction confédérale FO),

- Le gouvernement agresse à nouveau les chômeurs alors que la crise financière se poursuit et que la récession menace, avec son cortège de licenciements, en voulant les contraindre à accepter la déqualification et la flexibilité les plus extrêmes.

- Sarkozy, Fillon et l'UMP veulent aller vers la mise en pièces de la durée légale du travail, entreprise par entreprise en s'appuyant – selon Fillon (*Figaro* du 16 mai) – sur le texte commun aux dirigeants CGT et au Medef sur la « *représentativité* ».

- Ce gouvernement veut allonger encore la durée de la cotisation retraite à 41 annuités.

Le gouvernement Sarkozy est au service du capital financier (les sociétés du CAC 40 ont fait 100 milliards de profit en 2007).

Ce que veulent travailleurs et jeunes, c'est le stopper.

- **Pas un trimestre de cotisation de plus ! - Retrait des mesures annoncées contre les chômeurs**

- **Augmentation générale des salaires pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis des années**

- **Retrait des « réformes » contre les fonctionnaires, du projet de loi « mobilité » qui permet de les licencier !**

- **Rétablissement de tous les postes supprimés dans la fonction publique, à bas la RGPP !**

Pour cela, le gouvernement Sarkozy doit être combattu et défait. Tel n'est pas l'objectif des journées d'action et manifestations qui se succèdent : fonctionnaires le 15, enseignants le dimanche 18, « journée de manifestation » le 22 sans appel national uni à la grève, sans même de revendication ! Ce dispositif s'oppose au nécessaire rassemblement de la force des travailleurs et jeunes, par exemple dans une immense manifestation centrale à l'Assemblée pour porter un coup d'arrêt à Sarkozy.

Mais pour le vaincre, il faut que soit mis fin au « dialogue social » avec lui. Sarkozy l'a écrit lui-même dans *Le Monde* du 9 avril dernier : c'est grâce à « *un partenariat étroit avec les représentants des salariés que les réformes dont notre pays a besoin peuvent être expliquées et menées à bien* ». Il le dit : c'est la « *concertation* » qui a permis la casse des régimes spéciaux de retraite ou encore la « *réforme du marché du travail* ». Sarkozy salue même le « *sens de la responsabilité* » des appareils syndicaux et assène : « *cette méthode est un succès (...) nous ne devons pas en rester là* ».

C'est un fait incontestable, B.Thibault le reconnaît dans une interview au *Monde* du 12 mai : « *le gouvernement reçoit les organisations syndicales quasiment tous les jours dans le seul but qu'elles accompagnent les réformes* ». Alors, pourquoi continuer de s'y rendre puisque c'est cette « *concertation* » qui donne les coudées franches à Sarkozy, complétée par le PS et le PCF sur leur propre plan, au sujet desquels Sarkozy peut se féliciter « *il n'y a plus d'opposition dans le pays* » !

Après la « position commune » Medef-CGT sur la représentativité dans le privé, les fédérations de fonctionnaires sont invitées aujourd'hui à signer un accord similaire, dont l'objectif est le même : les associer à la liquidation du statut. Elles ne doivent pas signer et convoquer ensemble, comme le leur demandent plus de 500 travailleurs des impôts d'Aix, la manifestation centrale des travailleurs de la fonction publique à l'Assemblée nationale pour le retrait du projet de loi « mobilité » !

C'est sur cette orientation, pour la rupture du « dialogue social » avec le gouvernement, pour le front unique des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes (CGT, FO, FSU, Unef) contre lui, qu'il est possible de briser l'engrenage des contre-réformes. C'est ce que préconise notre Groupe, et il vous invite à rejoindre ce combat.

La politique permettant de faire face à la crise économique existe. C'est le rattrapage du pouvoir d'achat perdu, garanti par l'indexation des salaires sur l'inflation réelle. C'est assurer le droit au travail par la diminution massive du temps de travail sans flexibilité, et ainsi mettre par exemple en chantier les logements nécessaires, c'est la création des postes nécessaires dans la fonction publique.

Pour cela, il faut porter au pouvoir un gouvernement rompant avec la loi capitaliste du profit, expropriant les grands groupes industriels et financiers pour mettre le système de crédit au service de la population laborieuse, organiser la production en fonction des besoins des masses.

Face à la nouvelle crise du capitalisme, seule une politique révolutionnaire, pour le socialisme, renversant la 5^{ème} République, allant vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe, peut ouvrir une issue positive. Pour construire le nouveau parti nécessaire à cette politique : prenez contact !

Contact : AEPS – 140, Bd de ménilmontant – 75020 PARIS. Site web: <http://socialisme.free.fr>